

L'industrie de la mode dans l'économie tunisienne

Par **Jihene Essanaa**

25 septembre 2022



Dans un contexte économique où de nombreux secteurs subissent une concurrence croissante, les activités liées au secteur de la mode (habillement, accessoires, cosmétiques, optique...) s'affirment comme une nouvelle niche qui pourrait être importante dans l'économie Tunisienne, par le poids qu'elles représentent et leur visibilité sur le marché local. Mais une activité qui reste jusque-là dans une espèce de marché parallèle demeurant invisible dans les recettes fiscales de l'Etat.

D'aucuns diraient que la mode en Tunisie est un champ de bataille. Mais son impact est franc. Mannequins, stylistes, photographes, tous s'accordent à dire que la mode est en plein essor. Mais pour autant, son influence dans le secteur économique demeure quelque peu floue.

A cet effet, Africanmanager a contacté trois figures de la mode pour parler de leur motivation, leur mode de vie, des contraintes du métier et leur implication socio-économique.

La mode est un acte à très haute valeur ajoutée mais délaissée Selon le styliste Amin Hajri, « créativité, savoir-faire, compétitivité, formation, la Tunisie possède tous ces atouts. » Sauf que l'Etat n'encourage guère les créateurs à percer. Il a indiqué que l'impact de Covid a été considérable sur ses activités ; « Je me considère comme un survivant de la pandémie, comparé à d'autres collègues qui n'ont pas pu se relever ».

En tant que créateur de mode, Hajri, spécialiste de la haute couture, spécialement dans les robes de mariées, n'a pu travailler pendant une longue période car les mariages se faisaient rares en cette période-là. Par conséquent, il n'a reçu aucun appui de la part de l'Etat tout en continuant de payer les charges de son atelier de couture.

En outre, ayant une activité indépendante, il obtient une patente sous le régime SUARL qui taxe 19% à chaque versement sur son compte bancaire. Après un régime qui lui a coûté énormément, et ayant la chance d'avoir une carte d'artisan, il a été obligé de changer sa taxe professionnelle sous la formule forfaitaire, tout en continuant à respecter le régime fiscal imposé.

Les mannequins galèrent

Africanmanager a interrogé un mannequin homme de renom, qui, toutefois, a requis l'anonymat.

Faire partie du panel des mannequins est le rêve de presque tous les jeunes. Ils ont un train de vie certes effréné mais utopique...Mais derrière les paillettes et le glamour, se cachent parfois des coulisses peu reluisantes.

Il a indiqué que la Tunisie a un potentiel en artistes mais que la mode reste pauvre en qualité, contrairement à la France où justement la qualité prime sur la quantité.

De plus, les salaires sont inégaux. « De nombreux modèles se retrouvent en difficulté financière car il n'y a aucune agence de mannequins dans le pays pour les représenter, et de surcroît, ils sont payés une brouille pour une journée de travail. De ce fait, ils ne peuvent payer d'impôts car ils n'ont aucun statut légal. »

Il a souligné que le seul recours pour eux est d'essayer de décrocher le plus d'opportunités possibles afin de subvenir à leurs besoins.

« En tant que mannequins, nous avons besoin de l'aide d'une organisation qui donne une voix aux visages de l'industrie de la mode, et instaurer un environnement plus moral, avec des contrats formels et de meilleurs revenus. »

La photographie, un métier à risque

La motivation des photographes a toujours été de faire de belles photos. A l'instar des artistes qui aiment créer.

Africanmanager a interrogé un photographe très connu dans le secteur, mais qui requiert tout autant l'anonymat par peur de représailles. « Nous sommes les jeunes du tiers-monde. Nous, en tant qu'artistes, avons besoin de créer, mais l'Etat ne nous le permet pas».

La plupart des photographes se voient refuser l'accès à certains endroits publics : « Dès qu'on sort son appareil photo, on voit la police débarquer... » Et à l'heure où l'avancée technologique ne connaît aucune limite tant elles progressent vite, l'utilisation des drones reste entravée par le manque d'un cadre législatif adéquat pour réglementer ce domaine.

Par ailleurs, le matériel de photographie est très cher à acquérir et surtaxé, avec une facture allant jusqu'à 20 000 dinars la pièce. Heureusement que les revendeurs facilitent l'acquisition avec des prix plus ou moins abordables.

Le photographe en question nous raconte une anecdote vécue récemment avec une coupure de la STEG qui a impacté une séance photos et lui a coûté 40000 DT en termes de matériel brûlé à la suite du court-circuit.

Il a en outre souligné qu'en tant que travailleur indépendant, il paie ses taxes mais a également recours au régime forfaitaire.

Un métier certes alléchant, mais très difficile dans la mesure où i faut user de tous les stratagèmes pour se démarquer et survivre surtout!